

# « Une renaissance éthique est indispensable à un retour en grâce de la finance »

**Paul H. Dembinski, directeur de l'Observatoire de la finance, dénonce la « financiarisation » des trente dernières années.**

Fondation d'utilité publique basée à Genève, l'Observatoire de la finance a récemment publié un « Manifeste pour une finance au service du bien commun »\*. Son directeur y dresse un diagnostic inquiétant des fondements du système économique et social, mais propose des pistes d'actions. Entretien.

## Le système financier actuel est-il encore viable ?

Tout tient au sens que l'on donne au terme « système », quelque peu galvaudé aujourd'hui. Il y a un système quand les interactions entre les différents acteurs créent une dynamique de cohérence croissante. Or, aujourd'hui, c'est bien cette cohérence qui fait défaut, ce qui conduit à s'interroger si, justement, le « système » n'est pas en train de se décomposer. La grande question consiste à savoir s'il suffit de replâtrer tel ou tel morceau pour que le « système » retrouve sa cohérence d'antan et reparte – comme une voiture après révision – où s'il faudra, pour continuer l'image, penser à un autre moyen de locomotion.

Je pense pour ma part, mais c'est une hypothèse, que le « système financier » va subir une transformation assez radicale dans les années à venir. D'une part, à cause du contexte normatif le concernant, mais aussi à cause d'un changement dans les attentes de ses utilisateurs : entreprises et individus.

## Comment instaurer des incitations à la durée dans l'économie et la finance qui privilégient le court terme à l'heure actuelle ?

Durant les deux dernières décennies, tout a été fait, notamment en termes fiscaux, au nom de la « flexibilité ». De cette manière nous avons alimenté une « transactionnisme » chronique, c'est-à-dire une situation où les titres changeaient de main en permanence. C'est l'un des facteurs de la montée injustifiable des cours durant les dernières années. En introduisant un peu de « viscosité »

dans la finance, il est peut-être possible d'inciter les opérateurs à être plus attentifs au moyen terme, simplement parce qu'il faudra amortir le coût de la transaction sur une période un peu plus longue. Toutefois, cette « viscosité » accrue ne doit pas déboucher sur l'immobilisme : elle relève d'un dosage fin. Je pense que l'impulsion pourrait venir du G-20, par exemple. En effet, un seul pays, à moins que ce soient les USA ou l'UE, n'a pas les moyens d'une telle mesure unilatérale.



▲ Paul H. Dembinski

## La finance semble n'avoir tiré aucun enseignement des crises passées. Les crises sont-elles donc inéluctables, voire nécessaires à la survie du système ?

Il y a crise et crise. Cette fois-ci, elle est partie du cœur de la finance mondiale pour atteindre l'économie. Elle frappe aujourd'hui l'économie des pays les plus pauvres (Inde, Chine, Brésil) qui ont misé sur l'exportation vers le Nord. Les plus pauvres parmi les pauvres risquent de payer un lourd tribut aux frasques de nos traders qui ont été élevés comme des bêtes de combat. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire récente que les plus pauvres paient. C'est un scandale. Aujourd'hui, la crise n'est plus financière, elle est

économique et je crains que demain elle puisse devenir sociale. Les leçons à tirer des crises passées devraient être politiques. Les turbulences qu'elles ont générées dépassent aujourd'hui, et de loin, la finance seule. Ce n'est plus sur elle que se portent les espoirs de sortie de crise.

## L'intervention de l'Etat est-elle inévitable pour réguler la situation ?

Nous découvrons aujourd'hui à la lumière de la débâcle des « sub-primes », et c'est une surprise pour beaucoup, qu'une part importante des transactions financières se faisaient, en fait, dans la pénombre du « hors marché ». C'était un espace qui était, certes, à l'abri de la régulation, mais aussi de la concurrence sans laquelle il n'y a pas de « marché ». Nous étions donc en plein « no man's land ». Contrairement à un mythe tenace, le marché, pour bien fonctionner, a besoin à la fois d'une certaine dose de régulation et d'une éthique partagée par ses utilisateurs. Si, aujourd'hui, on parle beaucoup de l'Etat, on parle moins d'une renaissance éthique, qui est indispensable à un retour en grâce de la finance.

## Existe-t-il un socle de valeurs communes susceptible de réguler le marché ?

Je suis convaincu que toute personne porte en elle des valeurs qui font que l'autre ne lui est pas indifférent, pour autant que cet autre ne soit pas une abstraction, une réalité sans visage. C'est sur un tel socle que se sont construits des civilisations, certes en traçant une ligne qui parfois niait l'humanité de « l'étranger » ou de l'ennemi. Il faut dépoussiérer au plus vite ce socle là. L'économie n'est pas la lutte de « tous contre tous » mais bien une affaire de coopération entre les humains pour vivre mieux.

*Propos recueillis par Aline Bachofner*

\*[www.obsfin.ch/manifeste.htm](http://www.obsfin.ch/manifeste.htm)

.....  
**A lire pour poursuivre la réflexion : *Finance servante ou finance trompeuse ?*, par Paul H. Dembinski. Editions Desclée de Brouwer, 2008.**  
 .....